

TOUT LE MONDE

ET SON PÈRE

Il est temps que nous détournions les yeux de l'affaire Dreyfus pour les tenir fixés sur nos intérêts de défense sociale et de liberté religieuse.

Sans doute, nos adversaires ont mêlé toutes choses : ils ne se sont servis de l'affaire Dreyfus que pour arriver à troubler l'ordre et à opprimer les catholiques.

Ils n'ont que trop réussi à troubler l'ordre. Quant à leurs tentatives de nouvelles oppressions des catholiques, elles se sont brisées contre notre attitude, absolument respectueuse des institutions actuelles. Leur vieux cliché de « péril clérical » est démodé et usé, grâce à la sagesse de la politique, suivie par les catholiques, conformément aux directions pontificales.

Si nous nous détournons de l'affaire Dreyfus, ce n'est certes pas qu'elle ait cessé de nous intéresser, mais nous la savons en bonnes mains.

Il n'y avait qu'un danger : que la liberté des honnêtes gens chargés de juger l'accusé ne fût pas entière.

Elle semble, à cette heure, devoir l'être. D'ailleurs, les officiers du Conseil de Rennes ne souffriraient pas qu'elle fût soit entravée, soit limitée. Il ne nous reste donc qu'à attendre respectueusement leur sentence.

Nous avons trop dit que la pression du gouvernement dans un sens serait un crime, pour nous permettre, dans un autre sens, une pression qui sans doute ne serait pas un crime, parce que nous nous n'avons pas, comme le gouvernement, la responsabilité de la bonne, sincère et libre administration de la justice, mais qui serait tout au moins un inconvenant témoignage de manque de foi dans les lumières du Conseil de guerre de Rennes.

Notre confiance étant, au contraire, entière, nous n'avons qu'à attendre en silence.

Profitions donc de ce répit pour nous occuper de nos intérêts comme en profitent nos adversaires pour préparer leurs trames contre nous.

Hier encore, M. Combes n'a-t-il pas voulu faire subrepticement voter par le Sénat sa loi destructive de la liberté de l'enseignement secondaire, sans même attendre le résultat de l'enquête à laquelle a procédé la Commission de la Chambre ?

Et ce sectaire est demeuré tout surpris qu'un membre du Cabinet, auquel il avait la veille donné sa confiance, osât se prononcer contre la discussion de sa proposition, en faisant entendre le langage de la raison et du bon sens.

« Je ne m'attendais pas, a-t-il dit, à ce qu'un membre du même gouvernement vint s'opposer à la discussion d'une proposition qui a pour but de défendre la République contre les dangers résultant de l'enseignement congréganiste. »

Ces dangers sont si peu clairement apparus à M. Leygues, qu'il a obtenu de la haute Assemblée le renvoi de la discussion de la proposition Combes jusqu'après les vacances.

En quoi M. le ministre de l'Instruction publique a fait preuve de justice et de courage, il ne nous coûte pas de le reconnaître.

M. Millerand, de son côté, a été soumis à une rude épreuve. Il lui a fallu, au nom du Cabinet, faire repousser par la Chambre une proposition de son ami Vaillant, qu'il aurait présentée lui-même, s'il n'avait pas été ministre.

Enfin, le *Siècle* et l'*Aurore* commencent à réprimander aigrement le ministère, leur enfant :

« Pourquoi cette phrase, dit le *Siècle* » offusqué, que l'armée est l'orgueil de la nation ? »

« Que penser, dit l'*Aurore*, de l'enquête disciplinaire du général Duchesne sur Pellieux, quand on n'a pas même reçu le témoignage du colonel Picquart ? »

D'où il résulte qu'il n'est pas facile de contenter tout le monde et son père.

Le père du Cabinet, c'est la majorité de lundi. Il paraît peu satisfait.

Tout le monde, c'est la France. Elle se tient sur la réserve, attendant les actes pour approuver ou réprover.

L'attitude de M. Leygues au Sénat mérite l'approbation.

Celle de M. Millerand à la Chambre offre un côté comique assez divertissant.

Le passage du discours Waldeck, repris par le *Siècle*, est, sans contredit, le meilleur.

L'enquête Pellieux est conduite comme elle doit l'être, et nous nous félicitons que l'officier enquêteur ne dise pas à la suite de l'*Aurore* et sur son ordre : Hors Picquart, pas de lumière !

On le voit, nous entendons juger les actes ministériels sans passion comme sans faiblesse, en toute impartialité.

J. B.

LETTRES D'ITALIE

(De notre correspondant particulier)

LA PRISE DE POSSESSION DU CARDINAL MATTHIEU

Dimanche, à 5 h. 1/2, la route qui va à l'église de Sainte-Sabine sur l'Aventin était encombrée de voitures de maître, de séminaristes, de religieux et religieuses qui allaient assister à la cérémonie de la prise de possession du cardinal Matthieu dans le titre que lui avait assigné le Souverain Pontife.

Cette église, qui date du 11^e siècle, bâtie sous le pape saint Célestin 1^{er} ainsi qu'en fait foi la célèbre inscription en mosaïque qui se lit sur une paroi, a gardé strictement son caractère ancien. Elle a de magnifiques colonnes cannelées sur lesquelles s'appuient des arcs très élégants décorés de marbres précieux. Elle a aussi son toit basilical, mais il lui manque la décoration intérieure du presbytère, dont on a récemment retrouvé les restes, et les nombreuses fenêtres qui éclairaient ont été en partie bouchées. Cette église appartient à l'Ordre de Saint-Dominique; on y vénère tout près la chambre de saint Pie V, et l'orange planté par saint Dominique.

Dans l'église se pressaient 400 personnes appartenant en grande partie à la colonie française. L'ambassadeur de France et deux attachés d'ambassade étaient d'un des côtés de l'autel; de l'autre, dans des bancs, une vingtaine d'archevêques ou évêques, autant de prélats en costume de cérémonie. Dans la nef, les généraux et procureurs généraux des Ordres religieux et divers Instituts. Les Séminaristes et collègues avaient envoyé des députations plus ou moins nombreuses.

Le cardinal arriva à l'heure précise et vêtu de la grande cappa de moine rouge, fut reçu au chant de l'antienne *Ecco sacerdos magnus*. Après avoir béni la foule, adoré le Saint-Sacrement, il allait s'asseoir sur son trône placé au fond de l'abside, et les Dominicains faisant office de chanoine, remplissant les bancs du chœur. Aux côtés du cardinal étaient les RR. PP. Cormier, procureur général, et Baudoin. Après le chant des versets et de l'oraison, le cardinal remettait à Mgr Pericoli, doyen des protonotaires, la Bulle dont celui-ci faisait donner lecture à haute voix, puis vint la cérémonie de l'obédience.

Le R. P. Frühwirth, général des Frères Prêcheurs, lut un discours de bienvenue. Dans un français élégant et avec une prononciation qui ne sentait pas l'étranger, il dit l'histoire de la Basilique, les rapports que l'Ordre avait eus avec le cardinal, fit l'éloge, délicatement tourné de ce dernier et conclut par des souhaits de bonheur et de prospérité.

Le cardinal Matthieu se leva, et d'une voix forte, énergique, avec une gestulation abondante sans être exagérée, prononça un discours dont voici les idées principales :

Il remercia Léon XIII de la bienveillance qu'il lui a témoignée en le choisissant au milieu de tous les évêques de France qui méritaient mieux que lui cet honneur, pour prendre part à ses conseils. Ces remerciements il les adressait au président de la République, aux ministres et à l'ambassadeur qui, depuis le peu de temps qu'il occupait son poste, avait déjà su se concilier toutes les sympathies. Il n'oubliait pas le R. P. Frühwirth qui venait de lui rappeler les gloires de son Eglise.

Il essaya de justifier la confiance que le Pape a mise en lui, mais cette dignité n'a pas été sans lui imposer un dur sacrifice; celui de l'Eglise à laquelle ce même Pape avait uni son sort. Son élection est une preuve de plus que le Pape, comme Pie IX, de sainte mémoire, aime la France, a foi dans son avenir, et, pour mieux l'assurer, lui a donné ses enseignements et ses directions, monument impérissable de sa sagesse. Léon XIII est admiré du monde entier; il force l'estime même de ceux qui lui refusent obéissance, et, après une crise qui menaçait de l'emporter, il redevient plus vivant, plus grand que jamais.

Mais si le Pape aime la France, s'il a foi en son avenir, la France mérite-t-elle tout ce que le Pape a fait pour elle ?

Le cardinal distingue entre la France, telle que nous la montre la polémique des journaux, et la vraie France, l'Océan, dit-il, a des tempêtes qui semblent le bouleverser; allez au fond et vous y trouverez des trésors inépuisables de vie qui préparent, dans le silence, l'avenir. Ainsi, au-dessous de ces luttes extérieures, en dépit des affirmations qui prétendent que la France se meurt, elle conserve un trésor inépuisable de foi, de bon sens, de générosité. Est-elle perdue, cette France, quand elle donne 40 000 prêtres, 100 000 religieuses, 4 millions par an pour la Propagation de la Foi; quand la Vierge descend à Lourdes et amène chaque année à ses pieds des milliers de pèlerins? S'il en a qui dénigrent la France, nous, Français, nous avons le droit de leur dire : « Avant d'accuser, faites-en autant. »

Mais la France n'est pas seulement en France, elle est aussi à Rome où nous trouvons comme un splendide bouquet de toutes les communautés françaises. Et il salue les fils de Dominique, d'Olier, d'Alzon, de Libermann et ces admirables Frères des Ecoles chrétiennes. Il n'oublie point ces incomparables religieuses qui s'appellent les Filles de Saint-Vincent de Paul, du bienheureux Grignon de Montfort, du Bon Pasteur et comme l'énumération serait trop longue, il salue toutes ces saintes Filles qui viennent à Rome se dévouer pour l'Eglise.

Il n'a garde d'oublier cette brillante jeunesse des écoles françaises de la villa Médicis et du palais Farnèse. Il fait l'éloge de son talent, assure qu'il sera son ami, souhaitant que les espoirs qu'elle promet se réalisent. Il parle ensuite de M. Guillaume et de M. Duchesne, rappelle les splendides sculptures dues au ciseau du premier et cette magistrale édition du *Liber Pontificalis* sortie de la plume du second.

Il est venu demander l'hospitalité au peuple romain dont il admire la foi, dont il sera l'ami, et il espère qu'on ne le laissera pas trop isolé dans sa grandeur, car sa demeure sera ouverte à tous. Cette sympathie adouçera la douleur des séparations qui lui sont imposées.

Car il est Lorrain, et ne peut, sans sentir les sanglots lui monter à la gorge et étouffer sa voix, penser à son village, au cimetière où dorment ses parents, au Carmel dont les grilles se sont refermées sur une sœur tendrement aimée, à sa paroisse de Pont-à-Mousson et à ce cher pays de Lorraine auquel il envoie l'hommage ému et reconnaissant d'un de ses fils.

Mais s'excusant en quelque sorte de s'être ainsi laissé entraîner à des souvenirs du passé, il conclut qu'il faut agir, et pour cela, espérer et avoir confiance dans son espoir, dans le résultat de son action. Son espoir est dans la prière, et la Basilique dont il devient le titulaire est pour lui le symbole d'une prière qui a duré quinze siècles. Ses murs ont vu pendant ce long espace, papes, cardinaux, évêques, prélats, humbles religieux, s'agenouiller sur ces dalles et demander à Dieu de défendre et soutenir son Eglise. La prière est comme incrustée dans les vieilles murailles de cette antique Basilique, qui deviennent ainsi un enseignement et une leçon.

Mais à côté d'elle est un jardin où pousse l'orange planté par saint Dominique et qui, coïncidence mystérieuse, donna un vigoureux rejeton quand Lacordaire, le premier orateur chrétien de nos temps, entra dans cet Ordre célèbre auquel l'unissent tant de liens de reconnaissance dans le passé et le présent.

Il est à Rome pour défendre deux causes, l'Eglise et la France, et leur consacrera sa vie, adoptant ce mot d'un empereur romain, dont le palais était non loin de là : *Laboremus*.

Le cardinal entonna ensuite le *Te Deum*, puis, celui-ci terminé, monta à l'autel pour lire l'oraison de sainte Sabine et donna la bénédiction pontificale.

La cérémonie était terminée. Le cardinal sortait processionnellement de l'église, et se rendait dans les appartements supérieurs du couvent où avait été préparé le traditionnel *vinresco*, c'est-à-dire des glaces et des rafraîchissements.

La cordialité avec laquelle a été accueillie le nouveau cardinal l'aura vite fait s'apercevoir qu'il avait conquis les sympathies, non seulement de la colonie française, ce qui était tout naturel, mais de ce peuple romain dont il s'était dit l'hôte et l'ami.

LES FÊTES D'AUTUN

On nous écrit le 27 juin :

Le triduum de fêtes que la ville d'Autun célèbre en l'honneur de son évêque, S. Em. le cardinal Perraud, a commencé aujourd'hui par une très belle séance musicale et littéraire au Petit Séminaire.

L'assistance était considérable. Auprès de Son Eminence avaient pris place NN. SS. Fulbert Petit, archevêque de Besançon; Isoard, évêque d'Annecy; Lelong, évêque de Nevers; Bourne, évêque de Southwark (Angleterre).

Les élèves ont célébré le cardinal Perraud en prose et en vers français; et latins. Les vers latins, d'un élève de rhétorique, ont été très goûtés. Un autre a dit, en un anglais très pur, l'arrivée de saint Augustin et de ses moines sur les plages du pays des Angles que le pape saint Grégoire le Grand appelait le « pays des Angles ».

Le soir, à 5 heures, Mgr Lelong a dit, dans un magistral discours, les louanges de saint Syagrius dont l'épiscopat a, sur plus d'un point, beaucoup d'analogie avec celui si fécond aussi de notre cher cardinal.

Sept évêques sont présents. Mgr l'évêque de Marseille a donné la bénédiction au salut. S. Em. Mgr Coullié, cardinal archevêque de Lyon, n'est pas encore arrivé. On l'attend ce soir ou demain matin.

Demain, bénédiction de la statue de saint Grégoire le Grand à l'évêché.

REVUE DES JOURNAUX

APRÈS

LA VICTOIRE SOCIALISTE

Le Cabinet dont le socialiste Millerand est la fleur, est à peine installé que déjà ses amis craignent qu'il ne se livre pas à un chambardement assez féroce.

M. Clémenceau éprouve le besoin de le stimuler, de l'exciter aux représailles, et il écrit dans l'*Aurore* :

« Tu sais vaincre, Annibal, tu ne sais pas profiter de ta victoire. » Notre unique préoccupation doit être aujourd'hui que ce mot fameux ne puisse pas s'appliquer au parti républicain. Dire qu'il sait vaincre serait, sans doute, exagéré, puisque nous l'avons vu hier se diviser, se déchirer sous les yeux de l'ennemi. Il a vaincu. C'est beaucoup. « Républicains » ou monarchistes, les soldats du P. du Lac ont mordu la poussière.

Maintenant, c'est au gouvernement victorieux de tirer parti des avantages que lui a donnés la vaillance de ses soldats. M. Waldeck-Rousseau n'ignore pas qu'il a imposé un cruel sacrifice aux hommes dont le désintéressement lui a fait le succès dans la dure bataille. Ceux-là ne demandent rien pour eux-mêmes. Pour la République, ils demandent beaucoup. Ils réclament ce qu'il y a de plus rare en France à cette heure : un effort d'énergie. L'obtiendront-ils ?

Je sais que M. Monis a frappé les deux magistrats félon, Bertrand et Feuilloley, que l'immondé Lebret couvrirait de sa félonie supérieure. Il les a frappés doucement, doucement d'une plume légère, envoyant à la Cour de cassation pour rendre la justice, des hommes que la Cour de cassation avait flétris comme violeurs de la loi. Ce sont là « des coups de vigueur » amortis par la crainte de trop bien faire. Qu'est-ce qu'une volonté qui veut, si le cœur défaillant l'arrête dans l'acte, et fait dévier la main mal assurée ?

LES CHARRETÉES D'ESSAIS

Sous ce titre, M. Quesnay de Beaurepaire juge ainsi, dans l'*Echo de Paris*, les premiers actes du ministère :

Jugeons le ministère d'après ses actes. Le général Rogét, après s'être refusé à renverser la République parlementaire, avait montré beaucoup de modération à la Cour d'assises envers un vaincu; le général Harischmidt avait prescrit à ses soldats de mépriser les provocations à l'indiscipline; le colonel de Saxcé avait traité de drôle un sans-patrie qui insultait l'uniforme; ce faisant, ces officiers avaient manqué à leur devoir ou, au contraire, s'étaient dignement conduits : il n'y a pas de milieu. Dans le premier cas, le chef de l'armée avait pour obligation de les punir; dans le second, de les couvrir. Eh bien ! on n'a fait ni l'un ni l'autre. Pour complaire à ses nouveaux amis les anarchistes, le ministre a déplacé les trois chefs de Corps et, afin de ménager l'opinion publique, on a confié à ceux-ci des postes qui ne sentent pas la disgrâce.

Je suis oiseau, voyez mes ailes; Je suis souris...

LE SIGNE DE DÉTRESSE

Tout le monde, à la Chambre, a été frappé du revirement subit que l'intervention de M. Brisson a produit dans les dispositions d'un grand nombre de députés radicaux et socialistes.

Que s'est-il donc passé ?

M. Brisson a fait, à plusieurs reprises, le *signe de détresse* maçonnique, et tous les députés maçons ont obéi.

Voici, d'ailleurs, la déclaration qu'un député républicain, très estimé dans son parti, a fait à un rédacteur de l'*Evénement* :

« Au lendemain du jour où parut la liste du Cabinet Waldeck-Galliffet-Millerand, il ne se serait pas trouvé cent voix à la Chambre des députés pour lui accorder une confiance quelconque. »

Les membres de l'extrême gauche, radicaux-socialistes, socialistes purs et révolutionnaires, étaient les plus exaltés contre l'étrange mixture qui représentait le gouvernement.

Cette impression se prolongea du commencement de la séance jusqu'à la dernière demi-heure des débats. M. Mirman, dans son éloquent discours, avait écrasé le ministère, et M. Waldeck-Rousseau n'avait pu prendre le dessus avec sa harangue glacée de pasteur anglican.

Mais voici que le parti radical donne à fond. M. Brisson monte à la tribune.

Alors un spectacle curieux est offert à ceux qui savent le comprendre. M. Brisson adjure avec véhémence ses collègues radicaux de soutenir le Cabinet et *ctiq fois (on les a comptés) il fait le signal d'appel maçonnique qui n'est permis qu'aux grands chefs et dans les occasions les plus graves.*

L'effet est produit : tous les radicaux dissidents se rallient. Pelléan, Decker-David, Zévaès, qui s'étaient montrés, quelques

heures auparavant, si ardents contre le Cabinet, déclarant qu'ils s'abstenraient; les autres radicaux et socialistes accordent leur confiance.

JAURES EST CONTENT

M. Desmoulin, dans le *Gaulois*, estime que Jaurès a raison d'être satisfait de la situation actuelle :

Le seul qui soit véritablement satisfait, c'est M. Jaurès.

M. Jaurès n'est pas du bois dont on fait les dupes. Il sait ce qu'il gagne à l'avènement du ministère actuel et tient essentiellement à ce que nul n'en ignore.

« Il nous plaît, dit-il, qu'aux heures de crise, le parti socialiste contribue officiellement au salut de la République. C'est une première arché du pont jetée sur les abîmes et par où la Révolution passera. »

Et pour qu'il soit bien entendu que c'est le vrai socialisme et point une contrefaçon radicaux que M. Loubet a poinçonné, M. Jaurès ajoute :

« Nous sommes des communistes, nous voulons que la propriété fasse retour à la communauté et aux travailleurs organisés. »

A la bonne heure, il n'est tel que de s'entendre, et j'imagine que M. Aynard, par exemple, sera tout joyeux d'apprendre qu'il a porté sa pierre au pont « par où passera la révolution sociale ».

Je crois, pour ma part, que M. Jaurès a vu juste et qu'il parle d'or.

PAUVRES BÊTES!

On lit dans le *Soleil* :

Où la chose s'est-elle passée? Je n'en sais rien positivement. C'est peut-être en Angleterre, peut-être aussi en Amérique; à coup sûr dans un endroit où la boxe est en grand honneur et provoque des curiosités que l'on satisfait à prix d'or. Pour voir deux hommes s'entraîner, il faut y mettre plusieurs dollars. Généralement ces choses-là ne provoquent point l'indignation.

Chez les Anglo-Saxons, si quelqu'un s'avise, sur la voie publique, de frapper un chien qui passe ou de maltraiter un cheval, bientôt ses agents interviennent, dressent des procès-verbaux, et les délinquants encourent l'amende, sinon quelque chose de plus sévère. On y est plein de tendresse et de sensibilité pour les êtres vivants qui ne se tiennent pas sur deux pieds et n'ont point de langage.

En avons-nous entendu des plaintes et des doléances, à propos des courses de taureaux? Était-il possible de tolérer coutume aussi barbare, à la fin du XIX^e siècle? C'était bon pour l'Espagne, qui s'en allait à pleines voiles dans la décadence. Mais en France, même dans le Midi, qui peut cependant s'offrir bien des fantaisies, elles n'ont pas passé toutes seules.

Avec de la persévérance, cependant, elles sont entrées dans les habitudes, et si les autorités protestent, c'est pour la forme. Des taureaux exécutés, quelques chevaux étripés, des hommes — mais plus rarement — mis à mal, cela ne tire pas à conséquence, et la Société protectrice des animaux elle-même se voit réduite à l'impuissance, mais non sans combattre avec la plus grande énergie.

Il y a quelque temps, chez nous, la protestation fut si vive contre les combats de coqs, qu'il y fallut renoncer; je crois bien qu'en y mettant la même énergie, les courses de taureaux auraient eu le même sort. Mais, malgré cela, nous n'en sommes pas encore au goût des massacres d'hommes, et nous nous en tenons à la lutte académique à main plate, très goûtée, comme on sait, à la fête de Neuilly.

Il n'en est pas de même de l'autre côté de la Manche et de l'autre côté de l'Atlantique, et les amis de la boxe peuvent s'y régaler encore, de temps en temps, d'un spectacle qui n'a pas son pareil comme répugnante ignominie. C'est ainsi que deux boxeurs renommés, américains, je suppose, viennent

de se mesurer dans des conditions horribles, sous les yeux de la police bienveillante et peut-être intéressée dans l'affaire.

L'un s'appelait Fitzsimmons, l'autre Jeffries, et, comme on dit, ils n'y sont point allés de main morte. Nez écrasé, bouche fendue, œil sorti de l'orbite. Toute la lyre, quoi! On s'en pâmaît parmi l'assistance.

En fin de compte, à la onzième reprise, disent les nouvelles, Fitzsimmons, envoyé rouler sur l'arène et n'ayant pu se relever dans les dix secondes stipulées, Jeffries, qui ne valait pas beaucoup mieux, était déclaré vainqueur : *Hurray for Jeffries!* Il ne s'agit plus que de lui trouver un autre adversaire, en attendant toutefois qu'il soit remis en état, ce qui menace d'être long. Et voilà des plaisirs de gens dits civilisés!

Tant pis pour les deux victimes : elles savent ce qu'il leur advient et n'ont peut-être pas d'autres moyens de gagner leur vie! Mais les autres, ceux qui regardent et qui se pâment, après avoir sorti des dollars de leur poche pour avoir une bonne place et parier à leur aise, en faveur de Fitzsimmons ou de Jeffries, dans quelle catégorie d'êtres humains, ou soi-disant tels, je le demande, classer des bipèdes de cette sorte-là ?

Jean de Nivelles.

Le Parlement italien et les projets de loi

Le *Secolo XIX*, journal indépendant, publie l'article suivant :

Je dois noter un cas très curieux. Si le Cabinet Pelloux avait présenté les mesures dans la forme où elles ont apparu vendredi soir sur la *Gazetta ufficiale*, très probablement, sauf l'extrême-gauche, l'opposition aurait été très petite et presque nulle, puisqu'il s'agit de sanctions si réduites qu'elles n'auraient pas soulevé les amis des libertés publiques.

Les articles sur les Sociétés et les Comices, au fond, ne font qu'améliorer les conditions actuelles.

La sanction contre la grève d'employés de services publics : chemins de fer, postes et télégraphes, éclairage, est sévère assurément, mais on doit la considérer comme une loi qui n'aura jamais l'occasion d'être appliquée.

Venons enfin aux dispositions contre la presse, qui ont été celles qui, à bon droit, ont soulevé tant de bruit.

Je commence d'abord, avec grande et légitime satisfaction, à constater que toutes les absurdités juridiques contre lesquelles nous nous sommes insurgés unanimement, n'existent plus, y compris la violation de la propriété qu'était la suspension ou plutôt la suppression du journal.

Si le projet nous avait été présenté dans les termes dans lesquels il est rédigé dans le décret, on aurait évité d'aussi ardentes polémiques, on n'aurait pas gaspillé des torrents d'encre, ni tant de vivacité de haute dialectique; le projet aurait été examiné avec beaucoup de calme et approuvé par la plus grande partie.

On peut être plus ou moins persuadé de la nécessité de mêler la responsabilité du typographe, mais en dernière analyse, nous savons que cette rigueur frapperait la partie la plus mauvaise du journalisme, la presse de chantage, et personne n'aurait songé de s'en plaindre, de même qu'aucun gentilhomme ne se plaindra si les vrais auteurs d'articles incriminés sont atteints par la justice, au lieu du gérant, une tête de bois quelconque.

Ainsi, et depuis longtemps, beaucoup sont persuadés, et moi aussi, de la nécessité de mettre un frein aux comptes rendus presque partiels et offensifs, des procès en diffamation en ce qui concerne les personnes privées et non ceux qui ont des emplois publics, et partant, une responsabilité; et cet article aurait eu l'adhésion de la majorité des journalistes.

que la plus douce des voluptés, et tu es ouvert en moi une plaie d'où coulera désormais tout le sang de mon âme. Il va venir Celui dont ce fer percera le cœur. Celui que je dois aimer pour toujours dans les larmes, en ce monde et dans l'autre, Celui qui effacera ma honte et prendra pitié de ma misère, et toi-même, enfant de la Nuit, tu verras sa lumière et tu l'adoreras comme un Dieu.

Le centurion la considérait d'un oeil éperdu, et tous ceux qui étaient dans la salle partageaient cet étonnement.

Il se montrait la pécheresse si pâle maintenant qu'on eût dit que la vie allait l'abandonner et quelques-uns murmurèrent entre eux :

— Que s'est-il donc passé? Quel esprit de mensonge est entré en Marie et a troublé sa raison? Quoi, la plus belle des femmes serait-elle perdue pour le monde et la folie la chasserait-elle au rang des impures qui vivent de la mendicité dans leurs fautes!

Mais elle avait entendu leurs paroles, et ses traits perdaient leur pâleur. Une beauté qu'ils n'avaient jamais connue rayonnait sur ce visage naguère objet de scandale et de honte. Des larmes coulaient sur ses joues et, d'une main tremblante, la créature de péché arrachait de son front les joyaux et la résille d'or, de ses bras les anneaux précieux et les brisait sous ses sandales.

— Marie, s'écria Ben Adar, que fais-tu? Reprends tes sens, recouvre ta raison.

Revue de l'étranger

La Conférence de la Paix

La Haye, 27 juin. — Pendant quelques jours, les rédacteurs chargés de coordonner le travail seront seuls occupés.

On assure que l'Allemagne a donné à ses délégués des instructions rendant son accord vraisemblable sur cette base que le principe de l'obligation de l'arbitrage sera abandonné complètement pour tous les cas. L'Allemagne est d'avis que l'obligation de l'arbitrage ne doit pas être admise dans la Conférence; mais qu'il peut faire seulement l'objet d'une convention particulière entre les puissances.

La question sera probablement discutée lundi prochain. Il est probable que quelques puissances insisteront sur le maintien de l'obligation de l'arbitrage pour les cas peu importants; mais la majorité, autant qu'on en peut juger actuellement, paraît disposée à accepter les vues de l'Allemagne afin d'établir un accord complet.

ESPAGNE

Les troubles sanglants qui ont éclaté dans diverses villes d'Espagne, et principalement à Saragosse, à l'occasion des manifestations populaires contre les lois de finance ont donné occasion à de vifs débats à la Chambre des députés.

M. Monterde a violemment attaqué le ministère et plus encore le préfet de Saragosse, qu'il traita de cruel et de lâche, et a demandé sa révocation.

Le ministre de l'Intérieur a répliqué en défendant son subordonné et a protesté contre les paroles dangereuses de M. Monterde.

Le gouvernement ne saurait, a-t-il dit, tolérer l'apologie de l'émeute dans le Parlement, ni que des accusations soient dirigées contre les autorités qui ont rempli leur devoir.

Il ajoute qu'il est dangereux de traiter maintenant cette question à la Chambre, car les événements pourraient s'aggraver.

M. Romero Robledo demanda s'il est vrai qu'à Saragosse huit citoyens espagnols aient été tués et quarante blessés. Les ministres de la Guerre et de l'Intérieur le démentent. Le ministre de la Guerre lit les dernières dépêches de Saragosse, d'où il résulte que deux généraux, un aide de camp, plusieurs officiers et quatre soldats ont été blessés, ces derniers grièvement.

M. Romero demande si la manifestation unanime, faite hier par le commerce, a fait penser au gouvernement que cela pouvait un jour tourner en révolution, que le mouvement pouvait viser plus tard plus haut et amener une lutte à mort. « Réfléchissez-y, dit-il, et si vous ne le savez pas, laissez la place à d'autres qui puissent présenter de meilleures solutions. »

L'orateur demande au ministre de la Guerre s'il est vrai qu'il ait demandé un budget extraordinaire de 100 millions pour les fortifications.

Le ministre de la Guerre répond que ce projet n'a pas encore été présenté, mais qu'il est à l'étude.

M. Romero conseille au ministre de ne pas le présenter.

M. Silveira déclare que le gouvernement, devant une manifestation d'ordre public, ne peut pas faire de déclaration affectant la question de l'ordre; il faut d'abord le rétablir.

Il rappelle avoir déjà dit que le ministre des Finances avait déclaré qu'il présentait ses projets pour qu'ils fussent discutés et adoptés; il ne peut pas prendre en considération les injonctions venant d'ailleurs que de la Chambre.

Le gouvernement fait une question de son existence de pouvoir dresser son budget. L'orateur réplique que lorsqu'il accepta le pouvoir, il savait que cela lui créerait de nombreux conflits; mais il travaillera pour relever l'Espagne, dût-il y laisser des lambeaux de sa propre chair.

Elle répondit lentement :

— Ma raison, je l'ai recouvrée; mes sens sont pleins de force et de clarté. Tandis que tu parlais, Ben Adar, j'ai vu se dresser sur ma couche une figure de lumière et sortir de moi-même les sept Esprits impurs qui me possédaient. Et j'ai compris que cette figure était l'Ange que le Seigneur envoie aux âmes de désir, à ceux qui vont souffrir pour son amour. Voici que je sens approcher Celui qui sera désormais le seul amour de ma vie. Eloignez-vous donc de moi, vous tous qui avez vécu de mon péché, et songez à la pénitence. Car le jour du Seigneur est proche, et son Christ s'est levé du milieu des ténèbres.

Elle déposa la pourpre de son manteau et, prenant le voile noir des pénitentes, elle en couvrit son front et sa chevelure d'or. Puis, à travers les rangs de ses serviteurs atterrés, de ses courtisans pleins d'épouvante, elle descendit les degrés revêtus de riches tapis et franchit le seuil de la villa de marbre.

Au dehors, sur la route poussiéreuse, inondée de soleil, on entendait les rumeurs d'une foule et des paroles en jaillissaient, avec le rythme d'un chant :

— Gloire au Fils de David! Gloire au Christ qui vient à nous! Il est le Saint de Dieu!

Alors, au milieu de cette foule, apparut l'Homme de Nazareth, ce Jésus dont la renommée s'étendait chaque jour davantage.

La Chambre passe à l'ordre du jour. Au Sénat, le comte Almenas, ayant traité le gouvernement d'anarchiste, un vif incident se produisit.

M. Silveira dit que le comte Almenas est enivré du désir de faire parler de lui et ne cherche que les approbations de certains journaux. (Rires.)

Il ajoute : « Il est inexact que le ministre des Finances soit réfractaire à toute réforme du budget. »

Le comte Almenas : « Le sang a été versé dans plusieurs villes, par suite des fautes du gouvernement qui n'a pas rempli les promesses de son programme. »

M. Fernando Gonzalez : « Nous sommes, dit-il, en pleine période constituante; que le gouvernement se mette à la tête de la constitution du pays ou qu'il abandonne le pouvoir, sinon le mouvement commencé hier prendra un caractère terrible. »

L'orateur rappelle comment Cromwell se rendit populaire.

M. Silveira répond que le budget auquel Cromwell s'opposa était un budget illégal, tel que le gouvernement n'en fera jamais.

M. Silveira déclare :

1° Non seulement il n'aspire pas à la dictature, mais il a en horreur tous les dictateurs.

2° Le gouvernement fera une affaire de Cabinet de la partie essentielle du budget; il acceptera des économies.

3° Il n'a jamais cru que les économies dans les services publics soient un moyen de régénérer un pays, mais il faut en faire pour avoir l'autorité.

RUSSIE

Un mal mystérieux. Nombreuses victimes.

Une dépêche de Berlin au *Daily Telegraph* annonce que les médecins de cette ville ont reçu mission de Saint-Petersbourg de faire une enquête sur une maladie qui fait en ce moment de grands ravages en Russie.

Les médecins russes avaient d'abord déclaré que c'était le scorbut, mais ce n'est point cela, car la maladie actuelle a une marche trop rapide et se termine en deux ou trois jours.

C'est une maladie très contagieuse et présentant en quelque sorte les caractères de la peste. Elle éprouve principalement les paysans dans les régions où règne la famine. Il y a des localités dont la population a été absolument décimée.

ALLEMAGNE

L'empereur s'occupe toujours très activement de son armée, dont il remanie considérablement les cadres dans le but de les rajeunir.

Depuis le 1^{er} janvier seulement, 300 officiers de tous grades ont quitté l'armée. De ce nombre, 8 généraux de division, 14 généraux de brigade et 18 colonels ont été mis d'office à la retraite.

On écrit de Herne en Westphalie, qu'une grève très sérieuse d'ouvriers mineurs a éclaté hier dans cette localité; il en est résulté une collision avec la gendarmerie et la police, qui ont dû faire usage de leurs armes pour riposter aux pierres qui leur étaient lancées. On ignore encore le nombre des blessés : une enquête est ouverte.

HONGRIE

Le ministre des Finances a déposé hier sur le bureau du Reichstag le projet de loi relatif au renouvellement de la banque austro-hongroise. Son privilège sera prolongé jusqu'en 1910, mais si au 31 décembre 1907 l'union douanière entre l'Autriche-Hongrie était dénoncée, les deux Etats payeraient à la Banque, à titre de dédommagement, pour les trois années suivantes, la somme de 22 florins par action et par an.

ANGLETERRE

À la Chambre des Communes, à une question sur les incidents qui se seraient produits dans le golfe Persique, M. Brodick répond que l'Angleterre a un consul général à Bender-Bouschtir, mais qu'il n'a point signalé la prétendue cession du port de Bender-Abbas à la Russie.

Relativement aux affaires de l'Afrique équatoriale, le secrétaire d'Etat déclare qu'il

dont la Parole Sainte touchait les cœurs pendant que ses mains souveraines domptaient la maladie et la mort.

Et c'était autour de lui une multitude de gens pauvres et souffrants, de vieillards et de femmes, d'enfants qui se pressaient aux plus de sa tunique de laine, de publicains se frappant la poitrine et distribuant leur bien aux misérables. Derrière lui venaient quelques hommes aux fronts graves et méditatifs, de simples fils du peuple désertant leurs foyers ou leurs charrues afin de se repaître de sa parole.

Lui marchait, pressé par cette foule, laissant s'échapper à son gré quelque vertu de sa personne auguste, et c'étaient des cris soudains, des redoublements d'acclamations lorsque, pour avoir touché la frange de son manteau, un boiteux jetait ses béquilles, un aveugle entonnait un hymne à la lumière.

Marie était sortie de sa maison. Quand l'Homme Divin fut devant elle, elle tomba lourdement à genoux. On vit ses beaux cheveux traîner dans la poussière et la terre se mouiller de ses larmes.

A sa vue, le peuple s'écarta avec un sentiment de répulsion. Une même clameur d'abomination rétentit :

— La pécheresse de Magdala! La prostituée de Naim! Pourquoi vient-elle souiller de son haleine l'air que respire le Saint de Dieu?

(A. suivre)

CHARLES VINCENT

74^e FEUILLETON DU « SUPPLÉMENT »
29 juin 1899

LA LUMIÈRE DU VERBE

— Garde ce fer. Il porte en lui sans doute une vertu. Il reposait sur ta couche quand les voleurs te ravirent. Peut-être t'aidera-t-il quelque jour à retrouver ta vraie famille? Peut-être t'ouvrira-t-il les yeux en déchirant les voiles de ton esprit?

— Ah! s'écria la Magdaléenne, voilà une merveilleuse histoire! Donne-moi ce fer, Ben Adar et mon cœur sera tout à toi, comme si ton amour l'avait percé.

Il s'éloigna d'elle le front assombri.

— Cesse de demander l'impossible, femme. Si ce fer doit trouver un cœur, ce ne sera, je le jure, que le cœur de celui, homme ou Dieu, que tu auras préféré à moi.

Et le centurion étendit son bras, prenant le ciel à témoin de son serment farouche.

Soudain, Marie porta ses deux mains à sa poitrine. Son beau front devint pâle et ses yeux perdirent leur éclat. De ses lèvres blêmies tomba une douce plainte :

— Ben Adar, Ben Adar, pourquoi as-tu juré par ce fer? Voici qu'il est entré dans mon sein comme le soc du laboureur entre dans le flanc de la terre. Et j'ai senti tout mon être frémir d'une douleur plus enivrante